

Macron et l'Algérie : tout et son contraire !



Encore quelques déclarations comme les toutes récentes prononcées par Emmanuel Macron, et il me semble que je ne vais pas tarder à devenir l'un de ses fidèles partisans (c'est de l'humour ! Pour ceux qui pourraient en douter).

La question qui se pose est : qui est le vrai Macron ?

Celui qui proclame devant les dirigeants algériens que « La colonisation fut un crime contre l'humanité » ou celui qui vient d'affirmer que « L'Algérie est dirigée depuis l'indépendance par un système politico-militaire (ce qui est vrai). Que l'Algérie s'est construite sur « une rente mémorielle » (ce qui est également vrai mais surtout sur une rente économique-financière léguée par la colonisation : le pétrole et le gaz).

Emmanuel Macron a évoqué également « une histoire officielle de l'Algérie totalement réécrite, qui ne s'appuie pas sur des vérités mais sur un discours qui repose sur une haine de la France ». (ce n'est certainement pas le pseudo-historien officiel, Benjamin Stora, qui lui a soufflé ces déclarations !).

Le Gouvernement français a décidé de réduire les visas, non pas des étudiants mais « du milieu dirigeant qui a l'habitude de demander facilement des visas ».

N'applaudissons pas des deux mains, il n'y aura pas, ou très peu, de réduction de ces visas, comme il n'y aura que très peu de « retour au pays ».

Emmanuel Macron a assuré qu'il ne pensait pas que la société algérienne, dans ses profondeurs, ait une haine contre la France (compte tenu des arrivées massives de cette jeunesse algérienne vers l'ex-pays colonisateur si criminel, l'on peut affirmer que « s'il y a haine, elle ressemble étrangement à un amour démesuré, trop même à mon humble avis !).

Macron pense même que « s'il y a haine, elle appartient à ce système politico-militaire qui s'est construit sur cette rente mémorielle ».

Les médias algériens n'ont pas manqué d'attribuer au président de la République française des propos réservés habituellement aux historiens et intellectuels de la droite et de l'extrême droite, qui, comme on le sait, « sont allergiques à toute remise en cause de l'héritage colonial français et de la reconnaissance des crimes coloniaux massifs commis en Algérie et ailleurs en Afrique. (ce qui n'est pas le cas de certains commentateurs quotidiens de notre télévision qui « s'aplatissent » honteusement et accusent la France de tous les crimes !)

Cela fait soixante ans que nous attendons que les médias et les dirigeants de ce pays reconnaissent à leur tour « les

crimes massifs commis en Algérie et en France par les assassins et terroristes algériens : avant la colonisation française (esclavage, Berbères, Kabyles, etc.), durant les 130 années de la colonisation et la guerre d'Algérie (colons français et européens et musulmans fidèles) et, depuis les « accords d'Évian » et l'indépendance, quelques dizaines de milliers de victimes innocentes, militaires, civils et harkis.

Que les dirigeants algériens n'oublient pas que ces décisions prises par le Gouvernement français ne sont que la conséquence du refus par l'Algérie de réceptionner en retour tous les criminels, délinquants, voyous, etc. qui font l'objet d'une OQTF (Obligation de quitter le territoire français), environ 10 000, ainsi que les milliers de demandeurs d'asile déboutés et les dizaines de milliers de clandestins qui furent quotidiennement l'actuelle « Algérie heureuse » !

Manuel Gomez